

BILAN ECONOMIQUE 1983

Une bonne année... pour les profits

Dans un document publié à l'occasion de la présentation du rapport sur les comptes de la nation, les syndicats CGT et CFDT de l'INSEE et de l'administration centrale des finances présentent leurs propres commentaires qu'ils résumant ainsi : « une mauvaise année pour travailleurs, une bonne année pour la situation des entreprises ». Rouge publie de larges extraits de ce document.

La politique anti-inflationniste a surtout eu comme résultat d'amorcer un recul du pouvoir d'achat des travailleurs.

Au moment de la mise en place du plan de rigueur de mars 1983, une « nouvelle » théorie de l'inflation fut développée, qui reliait celle-ci à l'indexation des salaires sur la hausse des prix. Dans les négociations salariales fut intégrée l'idée selon laquelle les hausses de salaires devraient être programmées en fonction de l'objectif gouvernemental (8 % en 1983)... Ces dispositifs n'ont pas réussi à ralentir sensiblement l'inflation puisque les prix à la consommation ont augmenté de 9,3 % en 1983 contre 9,7 % en 1982. (...)

Par contre, le cassage des salaires a été effectivement réalisé en cours d'année : il conduit à une évolution dégradée du pouvoir d'achat.

- Le pouvoir d'achat du salaire annuel net dans le secteur privé et semi-public progresse faiblement : 0,7 % pour les smicards, 0,4 % pour les manœuvres et 0,1 % pour les OS.

- Il baisse pour toutes les autres catégories, entre moins 0,4 % pour les ouvriers qualifiés et moins 1,4 % pour les contre-maîtres.

- Dans la fonction publique, le pouvoir d'achat des rémunérations nettes recule de 1,1 % mais ce résultat n'est pas repris dans le volume des comptes. (...)

C'est donc l'amorce d'un recul du pouvoir d'achat des travailleurs.

La politique de rigueur n'a pas conduit à un redressement structurel durable du commerce extérieur.

La réduction du déficit commercial est le résultat mécanique du décalage de conjoncture : en raison de la croissance nulle en France, les importations baissent en volume de 3,1 % (contre une hausse de 2,8 % en 1982) tandis que les exportations, tirées par la reprise à l'étranger, augmentent en volume de 2,3 % (après un recul de 2,2 % en 1982). (...)

Ce redressement conjoncturel n'est pas accompagné d'améliorations structurelles durables :

- La diminution du solde énergétique est liée en majeure partie à un changement dans la réglementation des stocks pétroliers. (...)

- La dépendance de l'industrie en matière de biens d'équipements professionnels n'a pas été réellement diminuée.

- L'endettement extérieur brut a augmenté de 50 %, passant de 295 à 451 milliards de francs.

Dans ces conditions, toute nouvelle tentative de relance classique se traduirait par une nouvelle augmentation du déficit commercial.

La considérable progression du profit des entreprises ne s'accompagne ni d'une progression analogue de l'investissement, ni a fortiori de créations d'emplois.

L'un des résultats frappants de la campagne de comptes est la considérable augmentation, de 32 %, du revenu disponible des sociétés. Les entreprises n'ont cependant pas consacré ce supplément de profit à aug-

menter leur investissement : celui-ci n'a augmenté que de 3,9 % en valeur de ce qui, du fait de la hausse des prix, représente une baisse en volume d'environ 4,2 %. (...)

Les entreprises ont préféré assainir leur situation financière : remboursements d'emprunts accélérés, formation de liquidités et surtout acquisition de titres pour 50,3 milliards de francs contre 27,7 l'année précédente.

Les entreprises n'ont a fortiori pas créé d'emplois : 1983 a connu une suppression nette de 123 000 emplois, dont 109 000 dans l'industrie. Si la politique de traitement social du chômage a permis de contenir le nombre de chômeurs, l'évolution de fin d'année (+ 84 000 chômeurs sur les deux derniers mois) fait apparaître une vague de licenciements provoqués par la faible croissance et devant permettre aux entreprises d'emmagasiner des gains de productivité et d'approfondir le mouvement de reconstitution du profit.

L'aggravation cumulative de l'austérité budgétaire pour les uns et d'intéressants placements pour les autres.

La politique d'austérité se traduit par un ralentissement des dépenses publiques, mais elle entraîne une baisse encore plus forte des recettes fiscales. Le déficit budgétaire ainsi créé (...) est couvert essentiellement par recours aux emprunts : 51 milliards d'obligations en plus des 13 milliards d'emprunt obligatoire sur les ménages.

Le placement de ces emprunts a été très rapide (l'emprunt de décembre 1983 a même été doublé par rapport au lancement initial et porté à 15 milliards). On constate que le taux d'épargne financière des ménages se maintient et que les déplacements financiers des sociétés ont connu un développement spectaculaire.

Plus généralement, le développement du marché financier en 1982 et 1983 montre que « de l'argent, il y en a », mais seulement pour les placements intéressants : plus de 10 % de rendement net pour les obligations, probablement plus de 30 % net pour les SICAV, plus de 50 % de plus-value sur les actions cotées en Bourse...

L'austérité est là pour durer.

Dans la logique choisie par le gouvernement, la politique d'austérité ne peut plus être présentée comme un moment difficile à passer qui serait la condition nécessaire pour mettre en place les conditions d'un redémarrage ultérieur. Dans les années à venir, il faudra encore plus d'austérité :

- Plus d'austérité pour casser la progression des salaires réels, baisser l'inflation et restaurer le profit.

- Plus d'austérité pour rétablir l'équilibre du commerce extérieur en contenant la demande intérieure et en pariant sur une reprise durable à l'étranger.

- Plus de chômage, enfin, puisque c'est le prix à payer pour rétablir la compétitivité dans un contexte de croissance quasi nulle.

Au total, l'examen des données contenues dans le Rapport sur les comptes de la nation pour 1983 montre que la politique

NOS COMMENTAIRES SUR LES COMPTES DE LA NATION 1983

SYNDICATS NATIONAUX CGT & CFDT DE L'INSEE
SYNDICATS CGT & CFDT ADMINISTRATION CENTRALE DES FINANCES
SECTIONS DE LA DIRECTION DE LA PREVISION

Rapport sur les Comptes de la Nation de l'année 1983



28 juin 1984

suivie ne répond pas à court terme aux intérêts des travailleurs ni aux préoccupations exprimées par les organisations syndicales ; risquant à tout moment de déraiser dans la récession, incapable de mettre en place les conditions d'une relance créatrice d'em-

ploi, une telle politique ne constitue pas à moyen terme une issue à la crise. »

On peut se procurer l'intégralité de ce document auprès des syndicats CGT et CFDT de l'INSEE : 18, bd Adolphe-Pinard, 75675 Paris Cedex 14. Tél CGT : 540 07 02 ; CFDT : 540 07 03.

L'inexorable logique de l'austérité

« Le gouvernement fait aujourd'hui ce que la droite n'a jamais fait lorsqu'elle était au pouvoir. Mais, en contrepartie, il faut que les entrepreneurs fassent leur métier. » Voilà comment Delors présente les résultats de sa politique d'austérité !

Il oublie de dire ce que montre le document syndical ci-contre : ce qui a été fait n'est pas encore jugé suffisant par les patrons. L'austérité appelle l'austérité. L'engagement de réduire de 1 % les prélèvements obligatoires symbolise la volonté du gouvernement d'aller encore plus loin sur la même voie : il s'agit en pratique de baisser la taxe professionnelle payée par les patrons et de supprimer les suppléments d'impôts sur les plus hauts revenus. Mais il faudra réduire les dépenses de l'Etat en proportion, ce qui signifie une austérité accrue.

La discussion du budget 1985 va donc condenser cette politique de reculs et de concessions à l'offensive de la droite.

En même temps, l'inefficacité de la politique gouvernementale en matière d'emploi va apparaître de manière criante : le « traitement social » coûte décemment trop cher et c'est pourquoi le nombre de chômeurs va fuir un bond énorme, passant de 2 100 000 fin 1983 à 2 400 000 fin 1984.

Le pari consiste à tout miser sur la reprise de « nos partenaires ». Mais le risque est alors grand de voir s'étouffer celle-ci au moment précis — a la fin de 1985 — où ce gouvernement aura intérêt, en vue des élections, à relancer l'économie : une telle relance viendrait se briser sur la fameuse « contrainte extérieure »...

Maxime Durand